

FAISONS MONTER LE THERMOMÈTRE SOCIAL !



Le déni climatique du gouvernement :

L'incapacité des pouvoirs publics à faire face à la nouvelle vague de chaleur a été un coup terrible pour les salarié-es en France. L'impréparation complète du gouvernement et ses choix politiques font vivre un calvaire à l'immense majorité de la population, confrontée à des températures insupportables pendant que Lecornu et sa bande pantoufflent au frais, déconnectés du réel.

Comment accepter, alors que l'urgence climatique est connue de tous, que l'on en soit là ? Que ce soit sur les solutions à court ou long terme, le gouvernement brille par son inaction. Il y a encore 5,4 millions de logements en passoire thermique, dont la majorité en Ile-de-France. Des millions de travailleuses et travailleurs, de retraité-es ou de privé-es d'emplois subissent des températures étouffantes sur leur lieu de travail, dans les transports et dans des appartements totalement inadaptés aux vagues de chaleurs dues au Capitalocène*.

De même, on peut parler d'un véritable déni climatique dans les services publics avec le refus des macronistes de financer des travaux urgents et indispensables. Les canicules se succèdent et rien ne change. A l'hôpital, des soignant-es surchargé-es voient les personnes âgées ou malades, les femmes en situation d'accoucher, les enfants et les nourrissons endurer 40 degrés et plus.

Le plan blanc a été activé à la dernière minute, alors que les passages aux urgences ont atteint des records comme tout le monde pouvait le prévoir. Vingt-trois ans après la si meurtrière canicule de 2003 les mêmes causes produisent les mêmes effets.

Il en va de même dans les établissements scolaires où les élèves et les professeurs ont subi des chaleurs insupportables en période d'examen. Les transports urbains ne sont pas en reste lorsque la RATP se contente de mentir en affirmant que tous les bus sont climatisés depuis dix ans. Tout usager sait très bien que les températures peuvent atteindre plus de 40 degrés dans les bus, métros ou RER. La région Ile-de-France gère aussi mal que le gouvernement et préfère dépecer l'outil public en livrant la RATP au privé.

La cause principale de cette situation, ce sont les politiques libérales d'étranglement de nos services publics.

L'austérité en question

En vérité, non seulement les investissements structurels sont sacrifiés sur l'autel de l'austérité, mais il en va de même pour les équipements de climatisation : Lecornu a attendu le pic de la canicule, jeudi 25 juin, pour commander 30 000 climatiseurs pour les hôpitaux, un pansement sur une jambe de bois.

On ne peut s'empêcher de se souvenir de la ca-

***Capitalocène** : terme qui pointe le capitalisme, en tant que système économique, d'organisation sociale et d'exploitation des ressources du monde depuis l'avènement du charbon, comme principal responsable des dérèglements environnementaux actuels.

lamiteuse gestion du Covid 19 et la succession de ces crises sanitaires sanctionne sur notre dos des décennies de casse méthodique de la Santé publique. Rappelons que le budget 2026 a prévu de supprimer 3100 postes de fonctionnaires. Gardons cela en tête quand on entend les alarmes et larmes de crocodile des macronistes sur les effets de la canicule dus à la "saturation des hôpitaux sous pression" qu'ils s'appliquent à détruire, à l'instar de l'Ecole, de la Justice livrée en pâture par le populiste Darmanin etc. ...

Informons tout autour de nous que pendant ce temps-là, "l'argent magique" abonde pour la Loi de Programmation militaire et les ralonges successives accordées à l'Armée, soit plus de 450 milliards d'euros jusqu'à 2030 avec nos impôts, pour financer des massacres et génocides, nous soumettre aux politiques meurtrières de l'OTAN !

L'urgence des salaires

Cette canicule frappe aussi des salarié-es précarisé-es par leur pouvoir d'achat et dont 40 % ne partiront pas en vacances encore cette année. Le SMIC a été augmenté de 2,4 % le 1^{er} juin mais 80 % des branches professionnelles ont une entrée de grille salariale inférieure au salaire minimum. Il faut exiger un décret sanction pour remédier à cela en urgence comme les macronistes s'y étaient soi-

disant engagés, en supprimant les exonérations de cotisations patronales (plus de 100 milliards chaque année !).

De nombreuses grèves victorieuses sur la question des salaires s'observent dans l'agro-alimentaire, l'automobile ou la santé privée. Partout, les mobilisations doivent se construire pour imposer des négociations salariales. Outre les 211 milliards de cadeaux que leur fait l'Etat, les entreprises du CAC 40 ont versé 107 milliards d'euros aux actionnaires en 2025 (56 mds en 2016) ! De la thune il y en a dans les caisses du patronat !

Qu'il s'agisse des guerres, de la vie chère et des salaires qui décrochent, de la casse de nos services publics et de la Sécurité Sociale mais également du dérèglement climatique, les responsables sont le système capitaliste et la classe politique qui l'entretient. L'immense majorité de la population souffre pour le profit d'une infime minorité.

Cela ne peut plus durer !

Toutes les mobilisations estivales doivent converger vers la grève interprofessionnelle du 15 septembre.

Dans un contexte international délétère et à l'approche des élections présidentielle et législatives de 2027 où la droite et l'extrême-droite mèneront campagne contre de faux coupables, faisons monter le rapport de force !

**LE 15 SEPTEMBRE, CONTRE LEURS GUERRES, DÉFENDONS
NOS DROITS, NOS SALAIRES, NOS RETRAITES,
NOS SERVICES PUBLICS !**



01.41.94.94.00



info@cgt94.fr



11 rue des Archives - 94010 Créteil Cedex